

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 13 février 2026

MOTION CONCERNANT LA LIGNE NOUVELLE PARIS-NORMANDIE (LNPN)

Thierry LETOUZÉ

Conseiller départemental, canton de Cherbourg-en-Cotentin 2
au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Le groupe de la gauche sociale et écologique votera cette motion.

Nous la voterons sans hésitation, car elle défend l'intérêt vital de la Manche face à des acteurs — État, Régions et SNCF — qui semblent, une fois de plus, avoir la mémoire sélective et la géographie variable.

Il nous faut dénoncer le recentrage du projet sur la Vallée de la Seine. Nos industries, notre agriculture, nos ports, notre tourisme et, naturellement, les Manchoises et les Manchois ont besoin d'un territoire connecté et accessible.

Nous nous devons d'engager ce rapport de force financier sur le "saut de mouton" en gare Saint-Lazare.

Cependant, mes chers collègues, regardons les causes réelles de cette situation.

Si, dans la Manche, nous nous sentons souvent comme la cinquième roue du carrosse, ce n'est pas le fruit du hasard ou d'un mauvais sort. Nous subissons des choix de politiques publiques qui ont privilégié les axes à grande vitesse, les liaisons inter-métropoles, et la rentabilité au détriment du service de proximité. La ligne Paris-Cherbourg ou plus encore la ligne Paris-Granville, ont longtemps été les grandes oubliées de la modernisation du réseau et des matériels... et je ne parle pas des lignes interrégionales... Il suffit de regarder le Caen-Rennes pour avoir l'impression de remonter plusieurs décennies en arrière ! C'est pourtant la seule ligne transversale qu'il nous reste ! Et on cherche à nous refaire le même scénario, sous couvert, peut-être, de rentabilité, en tentant de recentrer la LNPN sur les métropoles et sur la vallée de la seine. Nous ne pouvons pas laisser les choses en l'état car le résultat de cette logique comptable pour la Manche, nous le connaissons, et nous le payons cher.

Nous devons nous opposer à la poursuite du cercle vicieux contraire à ce que la lutte contre le changement climatique et la préservation des ressources exige : de moins en moins de train, donc des usagers qui se tournent vers l'autosolisme, donc moins d'usagers, donc moins de train... on connaît le principe, quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. C'est pourquoi il est important de nous battre.

C'est d'ailleurs le moment de saluer ceux qui le font, ces associations d'usagers et de défense du rail dans la Manche. Elles, qui militent

sans relâche pour la réouverture des lignes secondaires et des petites gares, ont souvent été bien seuls, pot de terre contre pot de fer. Elles portent pourtant une vision d'avenir : celle d'un maillage fin, écologique et social, que l'État a abandonné et que nos collectivités doivent soutenir.

Alors oui, nous voterons cette motion pour la LNPN. C'est impératif pour Cherbourg, pour le Cotentin et pour nos industries stratégiques.

Mais ne soyons pas dupes. La LNPN ne doit pas être le grain de sable qui cache le désert ferroviaire que l'on organise méthodiquement par ailleurs.

Si l'État veut vraiment respecter "l'équité territoriale" dont parle la motion, il ne suffira pas de quelques kilomètres de rails nouveaux vers Paris. Il faudra remettre en cause ce dogme de la rentabilité qui a cassé notre réseau secondaire.

Vous vous souvenez de cette publicité : « À nous de vous faire préférer le train » ? Aujourd'hui, on dit chiche ! Et oui, ça marche, il suffit de regarder l'engouement sur le tronçon Valognes/Cherbourg quand les conditions tarifaires et horaires sont réunies !

Nous voterons donc ce texte pour exiger de l'État qu'il respecte ses engagements, mais nous continuerons de porter l'idée que le train n'est pas un produit commercial comme un autre. Il est le sang qui doit irriguer nos territoires, et pas seulement ses artères principales.

Je vous remercie.